

SENEGAL

Déclaration, par Mr Modou Fada DIAGNE,
Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement du Sénégal

TABLE RONDE MINISTERIELLE : TRANSFERTS DE TECHNOLOGIES

Les négociations menées ont permis jusqu'à présent, de mettre en place un certain nombre de mécanismes et de fonds devant éviter aux pays en développement (PED), l'utilisation de technologies polluantes.

Cependant, force est de constater que toutes ces démarches semblent aujourd'hui vaines, à cause d'un manque de solidarité, hautement motivé par les intérêts individuels des Etats.

Les effets néfastes des Changements Climatiques (CC), on en a beaucoup parlé hier, ne doivent pas être entretenus, ni pérennisés par de mauvais choix technologiques.

Nous devons, nous les gouvernements négociateurs, opter définitivement, d'impliquer notre secteur privé, pour ne pas nous tromper de voie. Dans beaucoup de nos pays, nos besoins sont identifiés par ce secteur ; et la prise en charge du développement durable passe nécessairement par une industrie propre. Au Sénégal, notre secteur privé préside le Comité National CC et est partie prenante aux négociations depuis le début du processus.

Au niveau des négociations en cours, on demande aux pays en développement de mettre en place un environnement propice pour attirer les transferts de technologies, à savoir des dérogations fiscales et la levée de toutes les barrières. Si toutes ses dispositions sont prises, qui va compenser le manque à gagner : le fonds spécial sur le climat qui n'est pas encore opérationnel, le MDP, où on attend toujours la ratification du Protocole de Kyoto par la Russie ou les Etats Unis ?

Or les technologies propres, peu polluantes existant sur le marché, sont du ressort du secteur privé des pays développés et qui devraient mettre à disposition les facilités et mesures pour soutenir les pays en développement pour acquérir ces technologies, d'après les mécanismes et les fonds mis en place sous l'égide des CC.

Ces technologies, ne sont pas uniquement des technologies pour l'atténuation, mais également pour l'adaptation.

Nous escomptons plus de pragmatisme de la part des pays développés, pour ce processus vital pour les pays les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. Arrêtons les alibis pour ne pas ratifier Kyoto, pour ne pas fournir suffisamment d'assistance aux PED et/ou tout simplement pour freiner le bon déroulement du processus. La terre ne peut pas continuer à supporter davantage nos tergiversations.

Nous ne demandons pas uniquement de favoriser et d'attendre des transferts de technologies Nord/Sud, mais nous soutenons fortement le transfert Sud/Sud et le développement des technologies locales.

Et nous espérons qu'avec les opportunités finalisées à travers cette convention et son protocole de Kyoto et d'autres possibilités encore, des activités pourront enfin être menées.